

Affaires extérieures de sa déclaration courageuse et avertie.

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député de York-Sud prend-il la parole sur la déclaration faite par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures?

M. David Lewis (York-Sud): Oui, monsieur l'Orateur. Tout d'abord, si le secrétaire d'État aux Affaires extérieures avait cru, et cela allait de soi, que le sujet soulevé exigeait une déclaration de sa part...

M. l'Orateur: Le député n'est pas autorisé à engager le débat sur le rappel au Règlement que certains députés semblent avoir soulevé tout à l'heure. Je le prie de s'en tenir à l'essentiel de la déclaration du ministre.

M. Lewis: Je vous signale en toute déférence, monsieur l'Orateur, que c'est précisément ce que j'avais l'impression de faire, du moins le croyais-je. Si le sujet en question exigeait, aux yeux du ministre, une déclaration à la Chambre, elle aurait dû être faite au moment voulu, de façon à ne pas susciter l'hilarité dont nous avons été témoins.

Le très hon. M. Trudeau: Dans ce cas, pourquoi les députés ont-ils acquiescé à l'unanimité?

M. Lewis: Nous sommes ravis que le gouvernement polonais et la République fédérale d'Allemagne aient conclu ce traité. C'est un fait digne de mention que M. Brandt s'efforce, depuis son entrée en fonction, de réduire les tensions entre l'Allemagne de l'Ouest et les pays de l'Europe orientale.

L'hon. M. Sharp: Bravo!

M. Lewis: Cela aurait dû inciter le ministre qui représentait notre pays et les délégués des autres pays aux pourparlers de l'OTAN à prendre les mesures qui devraient logiquement découler de ce traité entre l'Allemagne occidentale et la Pologne.

L'hon. M. Sharp: C'est ce que nous avons fait.

M. Lewis: Ils devraient s'efforcer de résoudre le problème d'un traité portant sur toute l'Allemagne, le problème de Berlin et tous les autres qui demeurent une menace à la paix en Europe. Le ministre ne doit pas se contenter de se réjouir de ce premier pas. Je lui signale en toute sincérité que ce n'est là qu'une bien petite initiative de la part des deux gouvernements intéressés, et le problème européen ne sera pas résolu tant que lui et ses homologues ne se décideront pas à tenir une conférence ou un colloque sur la sécurité, en vue d'aboutir à un règlement définitif et à un traité de paix entre l'Allemagne et les pays engagés dans la dernière guerre mondiale.

QUESTIONS ORALES

LA POLLUTION

LE DÉRAILLEMENT DE WAGONS-CITERNES REMPLIS D'ACIDE SULFURIQUE

M. Gaétan-J. Serré (Nickel Belt): Monsieur l'Orateur, j'ai une question très urgente pour le ministre des Pêches et des Forêts. En son absence, puis-je l'adresser au ministre suppléant? A la suite du déraillement, près de Sudbury, de wagons-citernes remplis d'acide sulfurique qui faisaient partie d'un convoi du CP et de l'épanchement d'acide sulfurique dans la rivière Pickerel, le ministre peut-il nous dire si les mesures antipollution qui s'imposent ont été ou seront prises?

M. Eymard Corbin (secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Forêts): Monsieur l'Orateur, aux dernières nouvelles, presque tout l'acide sulfurique à 93 p. 100 H₂SO₄, qu'on estime à 1,300 tonnes et contenu dans les wagons-citernes, s'est échappé. Une quantité considérable de cet acide serait sur le sol et n'aurait pas encore atteint la rivière. Soixante-quinze tonnes de chaux ont été transportées de Sudbury et on est en train de les épandre sur l'acide. Une autre expédition de chaux venant de Toronto est attendue ce soir. La Commission des ressources en eau de l'Ontario a sur les lieux un ingénieur qui surveille les travaux. Le ministère des Terres et Forêts a aussi sur les lieux un avion et des biologistes qui guettent des signes de mortalité chez les poissons ainsi que d'autres dommages biologiques.

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES LIMITES DE PÊCHE AUTOUR DES ÎLES SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON—LA CONFÉRENCE SUR LE DROIT DE LA MER

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Monsieur l'Orateur, je veux adresser ma question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Étant donné la controverse au sujet des limites de pêche autour des îles Saint-Pierre-et-Miquelon, le ministre pourrait-il faire bientôt une déclaration à la Chambre sur les progrès accomplis en ce sens durant les pourparlers qu'il a eus dernièrement en Europe à la réunion ministérielle de l'OTAN?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, le sujet n'a pas été abordé au cours des entretiens que j'ai eus en Europe.

M. Crouse: Compte tenu de l'opinion catégorique exprimée aux Nations Unies par M. J. A. Beasley, chef du contentieux du ministère des Affaires extérieures, sur l'opportunité d'établir un nouveau droit de la mer visant les limites territoriales, l'exploitation, la pollution et la conservation, le ministre peut-il nous dire si on peut espérer qu'une conférence internationale sera convoquée pour débattre ces questions et, si oui, où et quand cette conférence aura-t-elle lieu?

L'hon. M. Sharp: J'aimerais prendre note de cette question. Je crois pouvoir dire que l'affaire progresse, mais je vais m'assurer jusqu'à quel point.